



Pour une scolarisation adaptée aux besoins de chaque élève,

MOBILISONS-NOUS SANS ATTENDRE !

L'Union Fédérale de l'Action sociale CGT et Fédération Nationale Action Sociale FO représentent les professionnels prenant en charge les enfants pouvant bénéficier d'une inclusion sur le temps scolaire interpellent le gouvernement sur la politique actuelle.

Il y a deux ans, 24 000 élèves en situation de handicap ne pouvaient en effet trouver de places dans les établissements sociaux et médico-sociaux malgré une notification MDPH (Maison Départementale des Personne Handicapée) en ce sens. Aujourd'hui, ils sont 30 000 dans cette situation, 28 000 sont scolarisés en milieu ordinaire et en 2 000 non scolarisés... **C'est inadmissible !**

Et que dire des milliers d'élèves qui n'ont aucun accompagnement par un AESH (Accompagnant d'Élèves en Situation de Handicap) alors qu'ils bénéficient d'une notification pour cela ?

Pire, en imposant les PAS (Pôles d'Appui à la Scolarité), pourtant rejetés à l'Assemblée nationale, le gouvernement entend réduire drastiquement les notifications MDPH, et rendre les AESH toujours plus précaires et corvéables ! De plus, les PAS mettent en place du « *coaching* » des enseignants de milieu ordinaire au lieu d'organiser un véritable accompagnement des élèves à besoins particuliers par des enseignants spécialisés.

Dans le même temps, le gouvernement organise l'externalisation des établissements sociaux et médico-sociaux, des INJ (Instituts Nationaux de Jeunes Sourds et de Jeunes Aveugles) et prépare un décret pour généraliser la dissolution de ces structures dans les établissements scolaires !

C'est la déperdition de l'expertise de ces professionnels au détriment d'un accompagnement de qualité. Cette orientation concerne directement les agents territoriaux et hospitaliers, ainsi que les salarié-es du secteur associatif privé à but non-lucratif (CCN 66, CCN 51, CCN 65, Croix-Rouge française...) qui, chaque jour, accompagnent les enfants, les jeunes et les familles alors même que leur rôle primordial est passé sous silence par le gouvernement.

Tous ces personnels sont déjà confrontés au manque d'effectifs, à la surcharge de travail, à la perte de sens de leurs métiers, à l'épuisement professionnel et à l'absence de reconnaissance statutaire et indemnitaire. Le gouvernement veut désormais leur faire porter les conséquences de la pénurie de places, de soins, d'accompagnement spécialisé et de moyens dans l'Éducation nationale, l'Enseignement agricole, le médico-social et la santé.

L'Union Fédérale de l'Action sociale CGT et Fédération Nationale Action Sociale FO refusent que l'inclusion soit utilisée comme un prétexte pour faire des économies, transférer les missions, diluer les responsabilités, mutualiser les personnels, fermer ou transformer les structures spécialisées, et imposer aux agents des missions nouvelles sans formation, sans moyens, sans reconnaissance et sans garanties statutaires.

L'école inclusive ne peut pas reposer sur la bonne volonté des agents, ni sur la polyvalence forcée des personnels. Nos organisations syndicales n'acceptent pas cette remise en cause du droit des élèves à besoins particuliers à bénéficier de conditions de scolarisation adaptées à leurs difficultés ou à leur handicap et qui a pour conséquence une aggravation continue des conditions de travail des personnels.

Les établissements scolaires craquent, les services territoriaux et hospitaliers s'occupant des élèves craquent, les services sociaux et médico-sociaux craquent : **ça craque de partout !**

NON À LA LIQUIDATION D'UNE SCOLARISATION ET D'UN ACCOMPAGNEMENT DE QUALITÉ !

Nos organisations syndicales, FNAS FO, UFAS CGT réaffirment que la pédagogie ne peut se substituer aux soins et n'acceptent pas que des économies soient réalisées sur le dos des plus fragiles par un gouvernement qui vient de trouver 36 milliards pour le budget militaire et 655 millions d'euros pour sa souveraineté numérique ! Le développement de certains secteurs d'activité ne doit pas se faire au détriment de ceux qui façonneront l'avenir de notre pays. Le sabotage par le gouvernement d'un accompagnement de qualité auprès de ces enfants et jeunes fragilisés ne pourra produire qu'une violence croissante à venir dans notre société. Nos organisations syndicales ne savent que trop bien à qui profitera ces soi-disantes économies.

Puisque ce gouvernement ne veut rien entendre et qu'il continue dans ses orientations de destruction des services publics, des droits et des statuts, FNAS FO et l'UFAS CGT estiment qu'il est temps, à nouveau, de se mobiliser, encore plus nombreux. Une réelle reconnaissance des professionnels de ce secteur professionnel qui passe obligatoirement par une revalorisation significative des salaires et une sécurisation du parcours professionnel.

Elles appellent ainsi les personnels à nous rejoindre et préparer la nécessaire mobilisation nationale pour exiger :

- *La défense de l'enseignement spécialisé et adapté ;*
- *Des moyens à la hauteur des besoins ;*
- *Une diversité d'offres de scolarisation respectueuse des besoins de chaque élève ;*
- *Une prise en charge en fonction des besoins de l'enfant et non morcelée en fonction de l'offre ;*
- *L'arrêt des suppressions de postes dans l'Éducation Nationale, dans l'Enseignement Agricole, dans la santé, dans les établissements sociaux, médico-sociaux et dans INJ !*
- *L'arrêt des processus de démantèlement des établissements sociaux et médico-sociaux et la création des places autant que nécessaire ;*
- *L'arrêt des politiques de mutualisation, de redéploiement et de polyvalence forcée qui dégradent les conditions de travail et mettent en danger la qualité de l'accompagnement ;*
- *Le retrait de l'acte 2 de l'École inclusive, l'abandon des PAS et des PIAL (Pôles Inclusifs d'Accompagnement Localisé) ;*
- *Le maintien et le renforcement des MDPH, avec les effectifs nécessaires pour garantir l'évaluation des besoins, le respect des notifications et l'égalité de traitement sur tout le territoire ;*
- *Aucune mission nouvelle imposée aux professionnels sans formation qualifiante, sans effectifs supplémentaires, sans fiche de poste, sans consultation des instances et sans compensation statutaire et indemnitaire ;*
- *Un statut de fonctionnaire et un vrai salaire pour les AESH avec un temps plein de 24 h !*
- *Un véritable plan national de reconnaissance, de recrutements, de formations, de titularisations et de revalorisations pour tous les personnels participant à l'accompagnement, au soin, à l'éducation adaptée et à la scolarisation des élèves en situation de handicap : enseignants et éducateurs spécialisés, personnel médico-social, personnel hospitalier, ATSEM (Agents Territoriaux Spécialisés des Écoles Maternelles), personnels d'animation, interprètes et interfaces en LSF (Langue des Signes Française), codeurs en LfPC (Langue française Parlée Complétée)... sans oublier les missions administratives et techniques supports (restauration, entretien...) !*
- *Un financement pérenne et à la hauteur des besoins des établissements et services sociaux et médico-sociaux publics et privés non-lucratifs, garantissant leur pérennité et la qualité de l'accompagnement ;*
- *L'extension immédiate à l'ensemble des professionnels du secteur social et médico-social, public comme privé, des revalorisations salariales (Ségur) actuellement refusées à de nombreuses catégories de personnels.*



**LA FÉDÉRATION NATIONALE ACTION SOCIALE FO ET
L'UNION FÉDÉRALE DE L'ACTION SOCIALE CGT**
**SOUTIENDRONT TOUTES LES MOBILISATIONS DES PROFESSIONNELS
VISANT À SATISFAIRE LEURS REVENDICATIONS.**